

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'ANTRAIGUES

Séance du 19 avril 2014 à 10h

Convocation du 14/04/2014.

PRÉSENTS : DOZ Gilles, AYMARD Michel, DUPLAN Raymonde, AYMARD Gabin, COLONEL Emmanuelle, BARATIER Brigitte, BERNARD Solange, CHIRAUSSSEL Jérôme, DUMAS Daniel, DURSENT Rémy, MAZADE Christian, NOUGIER Luc, RAYMOND Michèle, TOMADA Gilbert.

PROCURATIONS : Monsieur BARATIER Joël donne procuration à Monsieur CHIRAUSSSEL Jérôme.

Monsieur Daniel DUMAS a été désigné comme secrétaire de la séance.

Avant de procéder aux différents votes budgétaires, le Maire présente la situation générale des finances.

Le Contexte financier :

Un accroissement des déficits et déséquilibres financiers lié à :

- Une absence coupable de pilotage comptable et financier par les élus en charge de cette mission centrale pour la commune
- Qui a conduit à une dérive constante des dépenses de fonctionnement
- Un amateurisme destructeur sur les opérations d'investissement
- Une crise de trésorerie sans précédent

Quelles conséquences pour le budget principal :

Fin 2013 un déficit budgétaire, en réalisation, global de 20 9741€.

En avril 2014 une impasse de trésorerie de 125 397,05 € en dépenses de fonctionnement correspondant à des factures non comptabilisée pour :

→ 81 192,94 € de 2011 à 2013

→ 44 204,11€ de Janvier à Avril 2014

Une impasse de trésorerie de 111 585,30 € en section d'investissement correspondant à des factures impayées de Mars 2013 à Avril 2014

Soit au total un montant de factures impayées de 236 982,35 € sur le budget principal de la commune.

Cette situation est catastrophique, inédite et indécente, elle nous abaisse vis à vis des créanciers et sape encore plus la crédibilité de la commune auprès des institutions qui nous entourent car elle nous classe dans le peloton de tête des communes en difficulté du département

Elle est choquante et intolérable pour le contribuable et le citoyen.

Enfin elle rend la commune éligible à une mise sous tutelle de la Chambre Régionale des Comptes avec à la clé des sacrifices fiscaux insupportables pour nos concitoyens.

Que Faire ?

Il n'y a que deux voies possibles

- 1) la mise sous tutelle pour la deuxième fois en 13 ans avec comme effet une augmentation brutale des impôts
- 2) une tentative de redressement fondée sur un sursaut citoyen et collectif.

C'est cette voie que je vous propose car elle nous laisse maître de notre gestion et libre de nos choix. Mais elle implique de lourds sacrifices pour au moins deux ans sur le train de vie de la commune et le renoncement à tout projet d'investissement ambitieux sur le budget général. Et à partir de 2015 elle impliquera aussi une augmentation sensible du prix de l'eau et de l'assainissement.

Soyons plus précis.

En 2014 il faut résorber le déficit budgétaire de 2013 de 209 741 € et commencer à payer les factures impayées :

Heureusement pour résorber le déficit budgétaire nous disposons de 156 650 € de cessions immobilières non imputées en section d'investissement qu'il convient de réintégrer au budget 2014 et de 46 215 € de subventions à récupérer. Cependant la section d'investissement devra assurer le remboursement des emprunts à hauteur de 40 500 €. **Le bouclage de la section d'investissement exige de dégager un excédent de fonctionnement important de 39 000 €.**

Comment l'obtenir ?

Par une rigueur absolue en dépenses de fonctionnement

Commencer à limiter les charges de personnel (retraite d'un agent, pas d'embauche de vacataires cet été)

Récupérer les indemnités attendues de l'assurance PB (30 000 €)

Réduire les dépenses de fonctionnement autres que les salaires à 160 000 €
(172 000 en 2013)

- Pas de subventions en 2014 aux associations, seul sera envisagé, à partir de Septembre, le versement des subventions impayées en 2013 Toutes fois cette position sera éventuellement révisée si la situation s'améliorait et le permettrait.
- Les élus suspendent le versement de leurs indemnités soit 15 000 €.
- Aucun dépassement budgétaire injustifié ne sera toléré (mise en place d'un contrôle budgétaire stricte exercé par le Maire).

Par une hausse modérée des recettes

→ Une hausse des impôts modérée de 10 000 € sur la T.H et la T.F soit + 6% en volume

- le taux d'imposition de la taxe d'habitation passe de 9.86% à 10,32%
- le taux d'imposition de la taxe foncière sur le bâti passe de 19.28% à 20,74 %

La taxe foncière sur les propriétés non bâties ne n'évolue pas afin de ne pas pénaliser les projets d'installation agricole

→ Une refacturation des charges concernant l'eau et l'assainissement supportées par le budget général à hauteur de 10 000 € sans impact en 2014 sur les factures de l'eau et de l'assainissement en raison de l'excédent dégagé en 2013, mais des évolutions significatives sont à attendre en 2015.

Le renoncement à tout projet d'investissement important

La section d'investissement du budget se limite pour l'essentiel au remboursement des emprunts existants pour 40 000 € et à la résorption du déficit de 209 741 €. Mais nous savons que nous devons effectuer des travaux pour réparer les dégâts lés aux intempéries dans le cadre de l'arrêté de catastrophe naturelle. Et nous allons dresser une liste d'opérations modestes, mais prioritaires, à réaliser.

Pour résorber les impayés soit 170 000 € sur 2014 je propose que nous payions en priorités les commerçants et artisans de la commune, ensuite de régler toutes les petites factures. Les gros créanciers seront traités distinctement dans le cadre d'une négociation spécifique que nous allons conduire après l'adoption de ce budget.

A cet effet, je propose que nous recherchions la possibilité de souscrire une ligne de trésorerie de 40 000 € et de recourir auprès du Préfet à une avance sur impôts locaux de 60 000 €. Je rappelle qu'il ne s'agit que de concours financiers à court terme qu'il faudra rembourser en fin d'année, mais nous aurons de la souplesse.

Nous verrons ensuite si nous pouvons transformer ces 100 000 € en emprunt à long terme.

Quelles conséquences pour le budget de l'eau et de l'assainissement

Pour la première fois une imputation forfaitaire des charges de fonctionnement supportées par le budget général à hauteur de 10 000 € est réalisée sur le budget de l'eau et de l'assainissement, sans conséquence en 2014 sur les redevances eau et assainissement puisque les produits de fonctionnement sont stables à 75 000 €

La charge de fonctionnement principal concerne l'amortissement des installations pour 49 000 € et 51 185 € de charges générales qui se décomposent en 20 000 € de charges courantes et 31 185 € de retards de paiements à rattraper sur 2014 sachant qu'il en restera 20 000 € à épurer sur 2015.

Ces 31 185 € euros s'ajoutent aux 236 982 € d'impayés du budget général soit au total une ardoise de 268 167 €

En investissement, aucune opération importante n'est individualisée mais on sait déjà que nous aurons à investir dans la préservation des installations situées sous la manufacture en bordure de rivière, gravement endommagées par les crues de la Volane. Nous proposerons donc une enveloppe budgétaire de 126 000 € pour faire face à toute éventualité. Mais encore faudra t il dégager de la trésorerie pour amorcer les opérations.

Une nouveauté importante, la trésorerie du budget eau et assainissement est désormais sanctuarisée, elle ne servira plus à boucher les trous du budget principal.

Le budget annexe du CCAS :

Nous portons à 3 000 € au lieu de 2 500 € la dotation annuelle attribuée au C.C.A.S. Mais je souhaite que celui ci modifie son rôle en profondeur. En effet, il sera désormais chargé de suivre les personnes âgées et isolées par des visites ou des appels téléphoniques réguliers, de suivre des familles en difficultés aussi il instruira à compter de la rentrée scolaire 2014 les demandes de gratuité de la cantine scolaire sur des critères précis et cette aide s'adressera désormais à toutes les familles de la commune (nouvelles et anciennes) qui réuniront un certains nombre de critères que nous définirons collectivement et qui seront votés en conseil municipal.

Une prochaine réunion du CCAS actera et mettra en oeuvre cette nouvelle orientation.

Nous envisageons encore de fournir aux personnes qui en font la demande une assistance administrative pour toutes les formalités de la vie courante (sécurité sociale, retraite, impôts...).

La dotation budgétaire sera révisée en cours d'année.

Conclusion

Ce budget primitif est une construction fragile que nous devons tenir à tout prix notamment sur la section de fonctionnement du budget principal. Mais nous n'avons pas le choix.

Il faut garder confiance et rester solidaires.

Nous serons amenés à prendre des décisions modificatives à ce budget primitif et je propose une clause de rendez vous en Juillet ou au plus tard en Septembre.

Les votes budgétaires généraux de la commune 2013

Compte administratif

Compte de gestion du receveur municipal

Affectation des résultats

Le Maire propose le vote du Compte administratif et le compte de gestion du receveur municipal ainsi que le projet d'affectation des résultats. Ces propositions sont votées à l'unanimité du Conseil municipal mais le Maire précise qu'il s'agit avant tout d'un vote purement technique qui ne constitue pas une approbation politique et morale des pratiques budgétaires de la municipalité précédente.

Vote du budget général 2014 (M14)

Voir les tableaux en annexe. Ce projet de budget exposé initialement par le Maire est voté à l'unanimité par les membres du Conseil Municipal

Vote des taxes directes locales

L'augmentation des taux d'imposition a été votée à l'unanimité

TH 10.32 au lieu de 9.86

TFB 20.74 au lieu de 19.28

Pas de changement pour le Foncier non bâti

Budget eau et assainissement 2013 (M49)

Compte administratif

Compte de gestion du receveur municipal

Affectation des résultats

Le Maire propose au conseil municipal le vote du compte administratif 2013 et le compte de gestion du receveur municipal ainsi que le projet d'affectation du résultat. Cette proposition est votée à l'unanimité par le conseil municipal

* Budget eau et assainissement 2014 (M49)

La proposition de budget M49 2014 du Maire présentée est votée à l'unanimité

Désignation par le Conseil municipal des commissions communales :

1) Création d'une commission d'appel d'offres des marchés publics et des autres commissions en lien avec la commande publique ;

Monsieur AYMARD Michel présente à l'assemblée les modalités de l'élection des commissions d'appel d'offres des marchés publics et des autres commissions en lien avec la commande publique

Références : - Article L 2121-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT)
- Articles 22 du code des marchés publics et L 1411-5 du CGCT

A la suite du renouvellement du Conseil Municipal, l'ensemble de la commission relative à la commande publique, qui constitue des instances investies d'un pouvoir de décision ou d'avis doit être renouvelée (Conseil d'Etat, 8 juin 1994, MMAS, n° 141026).

Les commissions concernées au titre de la commande publique sont au nombre de deux :

1. La commission d'appel d'offres, définie à l'article 22 du code des marchés publics (CMP), en ce qui concerne les marchés publics ;
2. La commission de délégation de services publics, définie à l'article L 1411-5 du CGCT, en ce qui concerne les délégations de services publics, les contrats de partenariat (article L1414-7 du CGCT) et les concessions d'aménagement soumises au droit communautaire des marchés (article R 300-12 du code de l'urbanisme et L 1414-6 du CGCT) ; La commission concernant les concessions d'aménagement soumises au droit communautaire des concessions étant libre de composition (article R 300-9 du code de l'urbanisme). Cette commission est sans objet pour notre commune.

L'élection des membres de la commission d'appel d'offres en matière de marchés publics

Pour notre commune celle-ci est constituée de 3 membres à voix délibérative (article 22-IV du CMP) et de 3 membres à voix consultative qui assistent les premiers dans leurs prises de décision (article 23 du CMP).

L'ensemble des membres à voix délibérative, à l'exception du Maire, sont élus « en son sein » par l'assemblée délibérante, le président de la commission étant de droit le maire (article 22-1 3°, 4° et 5° du CMP).

Ces membres à voix délibérative sont des membres titulaires d'une commission ainsi que, en nombre égal, leurs suppléants (article 22-II du CMP). Ce nombre est fixé à l'article 22-1 du CMP :

Le Maire propose d'élire les membres du Conseil suivant :

Titulaire	Suppléant
DURSENT Rémy	DUMAS Daniel
AYMARD Michel	BARATIER Brigitte
CHIRAUSSSEL Jérôme	COLONEL Emmanuelle

2) Création des autres commissions municipales :

Mme COLONEL Emmanuelle ouvre le débat sur la création des commissions municipale.

L'article L212-22 du Code des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour les conseils municipaux de créer en leur sein des commissions municipales destinées à améliorer le fonctionnement du conseil municipal dans le cadre de la préparation des délibérations.

Elles sont constituées pour la durée du mandat municipal mais peuvent être créées pour une durée limitée pour l'examen d'une question particulière.

Leur rôle se limite à l'examen préparatoire des affaires et questions qui doivent être soumises au conseil municipal. Ces commissions municipales sont des commissions d'étude.

Elles émettent de simples avis et peuvent formuler des propositions mais ne disposent d'aucun pouvoir propre, le conseil municipal étant le seul compétent pour régler par ses délibérations les affaires de la commune.

Aucune disposition législative ou réglementaire n'apporte de précisions sur l'organisation de leurs travaux. Il revient au conseil municipal de fixer, les règles de fonctionnement des commissions municipales.

Sans que la consultation de ces commissions ne puisse lier le conseil municipal dans ses décisions, les conditions de transmission aux membres de la commission des informations nécessaires permettant d'éclairer leurs travaux ou encore la nécessité de la remise en rapport qui sera communiquée au conseil municipal.

En application de l'article L2122-22 précité le maire préside ces commissions.

Le Maire propose à l'assemblée la création des commissions suivantes et pour chacune d'elle de procéder à l'élection de leurs membres parmi les conseillers.

Commission des travaux et voirie :

Le Maire propose d'élire les membres du Conseil suivant :

DOZ Gilles	MAZADE Christian
AYMARD Michel	NOUGIER Luc
DURSENT Rémy	CHIRAUSSSEL Jérôme
BARATIER Joël	COLONEL Emmanuelle

Commission agriculture :

Le Maire propose d'élire les membres du Conseil suivant :

DOZ Gilles
AYMARD Gabin
CHIRAUSSSEL Jérôme
DUPLAN Raymonde

Commission des finances:

Le Maire propose d'élire les membres du Conseil suivant :

DOZ Gilles
AYMARD Gabin
AYMARD Michel
DUPLAN Raymonde

Ces propositions sont votées à l'unanimité par le Conseil Municipal

Désignation des membres du C.C.A.S :

Mme DUPLAN Raymonde présente au Conseil Municipal les modalités de création du CCAS.

Dès son renouvellement le Conseil Municipal procède dans un délai de 2 mois à l'élection des nouveaux membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Le Conseil d'administration d'un CCAS est présidé par le maire de la commune et comprend en nombre égal au maximum 8 membres élus au sein du Conseil Municipal et 8 membres nommés par le maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la...

En vertu de l'article R.123-7 du Code de l'action sociale et des familles il appartient au Conseil Municipal de fixer par délibération le nombre des membres élus et des membres nommés au sein du conseil d'administration devant être en nombre égal. Le Conseil municipal doit élire au minimum 4 de ses membres comme membres du conseil d'administration du CCAS.

Les membres élus en son sein par le conseil municipal le sont au scrutin de liste.

Vu les articles L 123-4 à L 123-9 et R 123-7 à R 123-15 du Code de l'action sociale et des familles ;

Il convient donc :

- de fixer le nombre de membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale. Le Maire propose de fixer à quatre ce nombre.
- Il y a lieu à présent de procéder à l'élection des 4 membres du Conseil Municipal à siéger au CCAS. Une liste est présentée.

Sont élus à l'unanimité (15 voix) :

RAYMOND Michèle
BERNARD Solange
BARATIER Brigitte
DUPLAN Raymonde

Modification partielle du P.L.U :

Le Conseil municipal décide de reporter ce point au prochain Conseil Municipal afin de compléter les informations nécessaires à une décision

Informations diverses :

1) Mme COLONEL Emmanuelle informe le Conseil municipal de la situation de l'école : Une action des parents et de la municipalité a été engagée auprès de la Direction Académique de Privas, l'inspection Académique d'Aubenas, le Sénateur, La Député ainsi que le Conseiller général afin d'obtenir la réouverture de la 2^{ème} classe. 37 élèves sont inscrits pour la rentrée 2014/2015. Les parents d'élèves ont tenu un rôle prépondérant sur cette décision et une mobilisation doit être poursuivie afin de rendre attractive l'école d'Antraigues qui est une priorité pour la nouvelle municipalité. Le maire remercie les parlementaires et le Conseiller général de leur soutien actif sur ce dossier capital pour la commune.

2) Mr AYMARD Michel présente :

Les travaux réalisés :

- Mur de la route du Mazoyer
- Etanchéité de la dalle de la station d'épuration
- Caniveau devant les portes des toilettes de l'Espissard
- L'installation d'un robinet au toilette de l'Espissard

- Débroussaillage des abords du plan d'eau

Les travaux en cours :

- Remise en état des bancs et jardinières publics
- Nettoyage du ruisseau du Rouyon
- Réglage du portail de l'école reste à installer l'arrêt de porte

Les travaux en prévision :

- Curage du plan d'eau
- Béalière du pont de l'huile
- Pompe de relevage sur la route du stade
- Foyer UNRPA
- Nettoyage de la station d'épuration
- Chloration du Curadou (dégâts d'orage)
- Verrière du logement municipal de l'ancienne usine de Chastagnier (dégâts d'orage)
- Remblai sur la conduite d'eau de Fontanille
- Calade et rampe du Bouchet
- Diagnostic du réseau d'eau
- Remise en état du portique + escalade
- Nettoyage et mise en service du camping municipal
- Eclairage public (lampadaire de la gendarmerie)

3) Information sur l'octroi d'un permis de construire

4) Information d'un rattrapage sur la consommation électrique pendant les travaux de l'appartement au dessus de la perception

Questions diverses :

1) Questions sur l'endettement de la commune

2) Question sur la taxe aux entreprises

3) Question sur l'impunité de l'ancienne municipalité par rapport aux factures impayées. Le Maire n'exclut pas d'entreprendre des actions nécessaires à la préservation des intérêts de la commune

4) Question sur la publication du compte rendu du CM. Le 1^{er} adjoint informe que le compte rendu sera affiché à la mairie ainsi que sur le site Internet de la commune.

5) Question sur l'ouverture du secrétariat de mairie. Le maire et le 1^{er} adjoint informent que pour le moment le surcroît de travail occasionné par la mise en place du nouveau conseil municipal ne permet pas d'augmenter l'horaire d'ouverture.

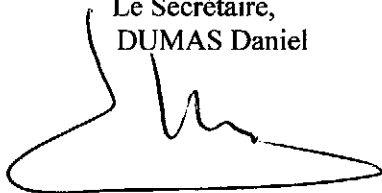
6) Suite à la situation financière exposée, Mme Auvity Vice Présidente de Randamont propose de renoncée à la subvention 2013 pour cette association.

8) Le maire informe l'assemblée du tournage France 2 pour l'émission « le village préféré des français »

A 12h40 le maire annonce la fermeture de la séance.

Fait le 24 avril 2014.

Le Secrétaire,
DUMAS Daniel



Le Maire,
DOZ Gilles.

